

Le conflit entre les deux mondes conduit les nations attachées, par leur situation géographique, leurs idéaux et leur genre de vie, à l'un des blocs, à une unification progressive. Le processus est, au moins en apparence, plus rapide dans le bloc soviétique où une autorité brutale s'impose. Dans le camp démocratique les divergences sont plus malaisées à aplanir et les pressions plus discrètes. Malgré les difficultés politiques et surtout économiques, on progresse cependant vers l'unification. L'évolution de la politique française marque en ce moment le pas en avant le plus apparent.

Le Monde arabe.

Entre ces deux mondes dont la cohésion s'affirme, cet ensemble divisé et cependant solidaire qu'est le monde musulman a peine à s'orienter. Dans l'ordre idéologique, l'Islam est aussi loin de l'idéal démocratique et chrétien, que de l'athéisme totalitaire; dans l'ordre économique il est aussi loin du capitalisme occidental que de l'étatisme bolchevique. D'instinct il chercherait à profiter de l'antagonisme des deux forces pour se désolidariser de l'une et de l'autre. Mais son intérêt matériel le retient à l'Occident. C'est ce qui explique l'évolution de l'Islam au cours des derniers mois que nous venons de suivre. Nous pensions que le coup d'état du roi Farouk contre le parti nationaliste du Wafd aurait des répercussions dans les autres pays musulmans en proie à l'agitation et nous en tirions bon augure pour les intérêts français en Afrique du Nord.

Les trois Souverains.

En effet, on ne peut qu'être frappé du parallélisme entre l'action du roi d'Égypte, celui du bey de Tunis et du sultan du Maroc. Ces souverains ont en effet soutenu l'action des Nationalistes tant qu'elle représentait l'aspiration populaire. Mais dès que les masses et les notables qui les gouvernent ont pris peur du terrorisme, après les émeutes du 26 janvier au Caire, et les incidents sanglants de Tunisie et du Maroc, ils ont cherché à dégrader leur autorité de la dangereuse tutelle des fauteurs d'excès, qui, en définitive, deviendraient une menace pour leurs trônes.

Le bey de Tunis s'est laissé faire une douce violence pour débarquer ses ministres encombrants sans avoir à les désavouer lui-même. Le sultan du Maroc en rédigeant personnellement un cahier de revendications présenté au président de la République Française, a enlevé l'initiative des réformes aux ambitieux de l'Istiqlal dont les idées républicaines, l'indépendance à l'égard de l'autorité du Magzen, l'inquiétaient.

À en juger par les réactions de l'opinion, du parlement et de la presse tant en France qu'à l'Étranger, on a l'impression que ce renversement n'a pas été compris.

Explications.

C'est pourtant simple. En dehors des masses, à des degrés divers peu évoluées, il y a d'un côté les notables, les propriétaires, les commerçants arabes et juifs auquel l'ordre public importe avant tout. De l'autre, une poignée d'intellectuels et derrière eux, les agitateurs communistes habiles à entretenir le désordre. Au Caire, comme à Tunis et à Fez, c'est l'émeute qui a provoqué un revirement des chefs temporels et religieux. Il n'est ni accidentel ni le seul résultat d'une pression extérieure. L'avenir en montrera mieux la force. D'ores et déjà les pessimistes ont eu tort.

Les suites de la note Russe.

Dans un récent article, Walter Lippmann donne de la note russe sur l'unification de l'Allemagne, l'interprétation que nous dégagions d'une première lecture. Elle était destinée aux Allemands et non aux Alliés. Les Soviets n'ont qu'un but: provoquer la chute d'Adenauer. Le chancelier qui a 75 ans, est assez isolé; son autorité sans réplique a fait le vide et sa disparition amènerait une dislocation du parti démocrate chrétien qu'aucune personnalité forte n'est là pour maintenir. L'action des Soviets, si elle a renforcé la solidarité des Alliés, surtout des Franco-Américains, a ébranlé la coalition gouvernementale de Bonn.

L'opposition au sein du parti démocrate-chrétien, conduite par Jacob Kayser s'exprima en ceci: Signer les accords contractuels et souscrire au plan d'armée européenne, c'est renoncer pour un temps indéfini à l'unité allemande. Il faut ajourner tout projet d'intégration au bloc atlantique jusqu'à ce qu'on soit sûr que la réunification pacifique de l'Allemagne est impossible.

Le Chancelier, au contraire, veut hâter les choses, l'avenir de l'Allemagne pour lui est dans une solidarité totale avec l'Occident et il a pour lui l'appui américain. D'autre part, jusqu'aux élections de 1953 il est pratiquement inamovible puisqu'une majorité des deux tiers au Bundestag serait nécessaire pour le renverser.

Les Américains aussi sont pressés. Acheson, en personne, va venir à Bonn en mai signer avec Adenauer, Schuman et Eden, le traité d'accord contractuel qui rendra à l'Allemagne sa souveraineté politique et économique à peu près complète. L'accord sur l'armée européenne suivrait dans les délais les plus courts possibles, et qui, en tout état de cause, mettrait d'éventuels successeurs du chancelier devant un fait accompli sur lequel il serait difficile de revenir.

Les détours de la politique anglaise.

On a commenté la récente démarche de M. Eden au Conseil de l'Europe: Il est venu proposer à ce malheureux Conseil désemparé depuis la démission de Speak, une

raison de vivre qui servirait les vues britanniques. Au lieu de s'orienter vers la constitution d'une fédération européenne, appuyée sur une constitution commune et dirigée par une autorité supranationale Eden propose de faire du Conseil de l'Europe un organisme fonctionnel apte à coordonner les différentes institutions séparées dont la formation est en cours ou en vue: le pool charbon-acier, l'armée européenne, le pool vert, le pool des transports, etc. Il a promis dans ce cas l'appui et la participation éventuelle de l'Angleterre qui par contre ne saurait s'associer à une fédération européenne. Son projet n'a rencontré que l'opposition déclarée des italiens et des hollandais.

La Hollande en effet déçue par le Benelux qui n'est plus qu'une étiquette vient d'amender sa constitution pour lui permettre d'entrer éventuellement dans une fédération qui impliquerait un abandon de souveraineté. Détachée de l'association belge et détournée de la coopération anglaise par les difficultés économiques de celles-ci, la Hollande ne voit d'avenir que dans de plus étroites relations avec une Allemagne européenne.

Les représentants français au Conseil de l'Europe demeurent hésitants. Ils ne se résignent pas à voir l'Angleterre se détacher de l'Europe, par crainte d'un tête à tête avec une Allemagne qui aurait recouvré toute sa puissance, crainte aussi d'un nouvel isolationisme américain si le danger soviétique venait à s'éloigner.

Eden joue très habilement de ces inquiétudes. Au cours de l'élaboration de la réponse commune à la note soviétique, on a senti que l'Angleterre ne serait pas opposée à une neutralisation de l'Allemagne qui rendrait impossible une fédération de l'Europe; mais devant les craintes de la France et l'opposition américaine Eden n'a pas insisté. Mais au cas où s'engageraient de véritables négociations entre l'Est et l'Ouest, nous retrouverons la politique traditionnelle des britanniques: l'équilibre des forces en Europe par le maintien des antagonismes économiques, politiques et peut-être même militaires.

Une fédération européenne n'est pas pour demain. Mais après les élections américaines, l'année prochaine, ou en 1954, il se pourrait que les Etats-Unis qui ont en main la clef de problème lui fasse faire un pas décisif. Le jour où l'Europe aurait retrouvé sa solvabilité, où son avenir économique serait assuré, parce que la pénurie de dollars aurait disparu, quand l'Europe par un système de fournitures financé par les Etats-Unis trouverait un débouché illimité dans l'équipement des pays sous-développés, alors disparaîtraient les rivalités actuelles des économies séparées. Le monde libre formerait la chaîne. C'est pourquoi nous disions, en commençant que l'assainissement financier français dont le succès ne fait aucun doute, est une étape essentielle.